

Bibliothèque anarchiste

Travailleur·es du sexe contre le travail

Sex Workers Against Work

Sex Workers Against Work
Travailleur·es du sexe contre le travail
Février 2019

extrait le 18 juillet 2026 de OtherWeapons (source
originale dans *Sex Workers Against Work* - N°1)

bibliotheque-anarchiste.com

Février 2019

Actuellement, nous sommes quelques putes qui cherchons à mettre notre positionnement en mots et nos mots en action. Nous avons vu et appris beaucoup de notre temps passé dans le travail du sexe. Nous avons vu le tournant qui a poussé à s'identifier fortement au terme 'travailleur·e du sexe' et qui a même vu apparaître de la fierté dans le travail de vendre du sexe. Nous avons vu des plateformes pour les travailleur·es du sexe fleurir, à la fois pour leur emploi mais aussi pour qu'iels se trouvent entre elles et puissent développer des communautés. Nous avons vu moins de discrimination et moins de peur d'être jugé·e au sein des cercles radicaux. Nous y avons même vu l'apparition d'une popularité de niche qui célèbre le travail du sexe comme une option à favoriser par rapport à quelques options relativement moins désirables.

Bien que de nombreux changements parmi cette liste soient bénéfiques, ils ne sont pas sans critique non plus : la putophobie est encore la vision inhérente à la société entière au sujet du travail du sexe, surtout si vous êtes pauvre, prolétaire, noir· ou métis·se ou encore trans. La putarchie au sein des travailleur·es du sexe continue de renforcer cette dynamique, car les strippers et d'autres formes de prestataires de services non sexuels se placent au dessus des autres travailleur·es qui baisent pour survivre. Nous voyons des femmes cis blanches, qui se sont construit des figures vendables relativement facilement en tant qu'escorts de luxe ou sugar babies, prendre la lumière en tant que porte-paroles pour le mouvement des travailleur·es du sexe tandis que d'autres doivent cacher chacun de leurs gestes et avoir des double-vies risquées. Nous avons vu une communauté internet et militante grandissante chercher la reconnaissance et la protection de l'État afin que les lois et les élections mènent à la 'libération'.

Nous ne pensons pas que notre libération sera atteinte au travers d'une position permanente au sein du capital, qui nous exploitera alors de manière plus efficace. Nous ne voulons pas être légalisé·es. Le rôle régulateur de l'État sera toujours de diriger les travailleur·es sur leur lieu du travail, en dehors, et de poursuivre l'activité criminelle dans tout

aspect de leurs vies. Le travail n'est pas quelque chose qui nous confine seulement lorsque nous travaillons dans un bâtiment ou une pièce. Le travail dirige le reste de notre vie : nos matins, nos vacances, nos achats, ce que nous lisons, notre empathie, notre sexe et notre plaisir, notre maison, la nuit. Plus notre emploi sera légitimisé par l'État et le capital, plus nous serons forcés à travailler. Nous voulons la fin de la criminalisation, la fin au travail et la fin au capitalisme tout court.

Une vision réductrice et simpliste, comme celle partagée par des nouvelles comme « Huit ressortissant·es étranger·es libéré·es d'un réseau de prostitution opérant dans des salons de massage à Berkeley », ne fait que mettre le doigt sur ce que l'on est déjà en mesure de comprendre des parties complexes de ce « réseau de prostitution ». L'immigration, l'incapacité à trouver du travail, le racisme et la misogynie sont autant de facteurs qui entrent en jeu dans les soi-disant victoires des pouvoirs publics contre la traite des êtres humains. Les clubs de strip-tease et les salons de massage perquisitionnés se transforment en Airbnb. Les affiches anti-traite de chaque club de strip-tease, portant le slogan « Si vous voyez quelque chose, dites quelque chose », nous invitent à composer le 1-800-DHS-2-ICE. Il ne s'agit pas là d'efforts héroïques pour sauver des « femmes vulnérables », mais de voies méthodiques menant à la gentrification, au développement du capital et, en fin de compte, à la violence contre les travailleur·es du sexe et leurs proches.

Nous ne pouvons pas parier sur l'acceptation du travail du sexe, ni compter sur ceux qui sont obsédés par notre condition pour changer nos réalités. Le mouvement de lutte contre la traite des êtres humains, une industrie qui brasse des millions de dollars, est une agression à grande échelle menée par toutes les branches de l'État et ses collaborateurs : ONGs, groupes religieux, féministes racistes et autoritaires, bien-pensant·es ignorant·es ou opportunistes. Il se nourrit de la soif humanitaire de la modernité de sauver les jeunes et les personnes vulnérables, façonnée par des décennies de mise au jour – et, donc, de sensationnalisme – des horreurs du capitalisme globalisé.

Nous pensons à son prédécesseur meurtrier, la « War on Drugs ». Dans ces guerres spectaculaires, nous assistons à l'union des ailes gauche et droite de l'État capitaliste qui, ensemble, conçoivent ces mécanismes de contrôle afin d'extraire la richesse des populations vulnérables qui cherchent simplement à survivre. Les brigades de sauveurs, la Drug Enforcement Agency (DEA), l'ensemble du système carcéral, annulent la possibilité, au sein des économies informelles, d'échapper à la pauvreté et à l'humiliation.

Si le défi consistait à forcer nos représentant·es à reconnaître notre humanité, nous serions au premier rang à toutes les réunions des conseils municipaux. Mais nous savons que leur richesse dépend du contrôle qu'ils exercent sur nous ; leur rôle est de nous ramener dans leur monde, alors que nous avons passé notre vie à créer le nôtre contre vents et marées. Attendre que notre souffrance soit reconnue en construisant des récits audibles destinés à notre ennemi, c'est priver de son pouvoir ce qui existe déjà dans notre histoire de lutte.

Nous nous opposons autant à l'exploitation économique qu'à la réglementation de celle-ci par l'État. C'est pourquoi nous défendons nécessairement notre propre autonomie. C'est un aspect que nous devons développer ensemble. Évaluons les limites de la réforme et de l'assimilation tout en rendant hommage à la mémoire des luttes des travailleur·es du sexe, et allons au-delà des formes de militantisme plus institutionnalisées menées par ces dernières.

Nous voulons lancer un débat visant à mieux comprendre comment les travailleur·es du sexe, marginalisé·es mais certainement pas marginaux·ales, peuvent mettre en place des réseaux de solidarité concrète et d'entraide qui renforcent le sentiment de communauté tout en sapant la capacité de l'État à nous prendre en otage de plein de manières. Nous pensons qu'être un·e travailleur·e du sexe est une expérience commune forte, dans laquelle notre orientation naturelle à survivre en dehors du contrôle et de la surveillance de l'État a le potentiel de donner naissance à des réseaux d'entraide d'une force massive, ainsi qu'à

des réponses combatives face à ceux qui nous font du mal.

Nous pensons qu'il est fondamental de porter un regard critique sur notre subjectivité en tant que travailleur·es du sexe et de reconnaître que tous·tes ceux qui vendent du travail sexuel ne s'identifient pas nécessairement ainsi. Nous affirmons que nos expériences uniques, en tant que personnes ayant recours au sexe pour survivre, nous rendent, et nous seul·es, capables de reconnaître nos limites, nos traumatismes, nos tendances et notre sensibilité à l'égard des relations libératrices. Au-delà des représentations fausses, de la fausse glorification et de la stigmatisation utilisée comme arme, la sagesse et la capacité d'adaptation de ceux qui vendent du travail sexuel pour vivre offrent une perspective essentielle aux nombreuses autres personnes qui luttent pour se libérer du travail et de l'État.

Nous reconnaissons et rendons hommage au travail acharné, aux risques et aux sacrifices, voire à la mort, endurés par de nombreuses personnes au cours du siècle dernier afin de créer le cadre qui permet aujourd'hui l'organisation et l'analyse politique spécifiques aux travailleur·es du sexe. La lutte des travailleur·es du sexe du sexe, ainsi que sa vie dans la durée, reposent sur notre capacité à perpétuer les pratiques militantes issues de la tradition radicale noire, à nous montrer solidaires de celles et ceux qui défendent leurs terres autochtones contre la construction d'oléoducs et d'autres expansions génocidaires sanctionnées par l'État, et à ne pas oublier que l'espoir d'une libération queer a été conquis face à la police lors des émeutes de Stonewall par des femmes trans noires et métisses, des putes, des « queens », des lesbiennes et d'autres « traîtres au genre ». Nous refusons de laisser ces moments audacieux et courageux de notre héritage être déformés et réécrits pour en faire des manuels de résistance passive. **Aujourd'hui, être solidaire, c'est riposter.**